

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEPICARD AGRICULTURE

21 rue Jacques Ferny
76760 Yerville

Références : UDRD.2025.11.R.03
Code AIOT : 0005801570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté RTE DE LA MER 76590 BELMESNIL. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 30 octobre 2025 de l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté Route de la mer, 76590 BELMESNIL. Le présent rapport rend compte de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEPICARD AGRICULTURE
- RTE DE LA MER 76590 BELMESNIL
- Code AIOT : 0005801570

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Lepicard Agriculture de Belmesnil a pour activité le stockage et le commerce de céréales, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et d'aliments pour bétail.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	installations de séchage	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	nettoyage des locaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	moyens fixes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	récolement de mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 13/05/2024, article 1	Sans objet
3	moyens fixes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 15	Sans objet
4	nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 30 octobre 2025, l'inspection des installations a réalisé un contrôle inopiné de l'établissement de la société LEPICARD BELMESNIL, implanté route de la mer, 76590 BELMESNIL. Ce contrôle intervenait dans le cadre du récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 13 mai 2024 et du 10 juillet 2025.

L'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mai 2024 est désormais respecté et propose sa levée.

Lors du contrôle inopiné du 30 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juillet 2025 avec un niveau d'empoussièrément de l'installation insatisfaisant au regard de la prescription contrôlée : poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles équipements électriques et moteurs, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases, les bords du convoyeur (notamment aux abords des rouleaux situés sous le tapis) ;

En synthèse, les constats établis lors du contrôle inopiné du 30 octobre 2025 et décrits dans le rapport ci-après conduisent l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral imposant à la société LEPICARD Belmesnil :

- **une astreinte administrative d'un montant journalier de 500 € en vue du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juillet 2025.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : récolement de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Prescription contrôlée : La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) : [...] L'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en élaborant le DRPCE et le document justifiant de l'adéquation ATEX des matériels utilisés en zone ATEX avant le 30 juin 2024.
Constats : Par courrier du 27 juin 2025, le rapport d'assistance à l'adéquation des matériels aux zones à risque d'explosion actualisé de sa date et du numéro de révision (intervention E5426923 2401, révision 1 du 14 novembre 2024) transmis par l'exploitant répond aux attentes de l'inspection formulées dans la demande n°1 du rapport de visite du 23 mai 2025. La demande susmentionnée est donc satisfaite. Compte tenu de la satisfaction des autres points figurant dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mai 2024 rappelés dans le rapport de visite d'inspection du 23 mai 2025, l'inspection considère que l'APMD susmentionné est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : installations de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre tout dispositif (vannes de coupures d'alimentation en gaz...) en vue de réduire la probabilité et la gravité d'un événement dangereux.</p> <p>En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.</p> <p>Le séchoir est équipé de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles qu'une pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, un manque d'air au brûleur, une absence de flamme...</p> <p>Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement de seuil dûment préétablis.</p> <p>Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par deux vannes automatiques redondantes de sécurité positive, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont également commandables manuellement, - ou par tout dispositif équivalent. <p>Ces dispositifs sont destinés à stopper le flux sortant de la cuve en cas d'arrachement de la canalisation entre la cuve de GPL et l'installation de séchage.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans des caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence.</p> <p>Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.</p> <p>Le séchoir est muni d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.</p> <p>Le contrôle doit porter au moins sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sécheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie, une alarme sonore doit se déclencher. Un second seuil d'alarme provoque l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilations et la fermeture des volets d'air. Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie. Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les en-</p>

trées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).

À défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir. A défaut, la colonne sèche est implantée de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes.

Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.

Le séchoir est équipé en partie haute de dispositifs de désenfumage qui peuvent être actionnés à l'entrée du séchoir.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 30 juillet 2025, les rapports de maintenance de son "système de fuite de gaz" ainsi que celui de l'entretien de la "panoplie", du "brûleur" et l'entretien de l'appareillage électrique datés du 15 et 16 juillet 2025. Ces termes sont ceux employés dans les rapports consultés. L'inspection des installations classées n'est en mesure pour l'instant de donner davantage de précisions relatives notamment à la fonction de ces équipements. Ces rapports revèlent :

- une non conformité de la "panoplie" qui n'est plus aux normes
- une seconde non conformité liée à l'absence de "contrôleur d'étanchéité". L'exploitant indique dans ce même courrier que les travaux de modernisation de la panoplie permettant de corriger l'absence de contrôleur d'étanchéité seront réalisés au premier semestre 2026.

Le jour de la visite, l'exploitant a toutefois fait part d'une incompréhension concernant les non conformités signalées dans le rapport de son prestataire car selon lui des travaux de mise en conformité des 2 non conformités susmentionnées ont fait l'objet d'une action corrective qu'il a justifié :

- par la transmission d'un bon de commande N°2024-BEL-19 du 26 avril 2024 (document CV240435) d'un montant de 13 751 euros HT concernant :
 - le remplacement de la "panoplie gaz" : dépose de l'ancienne panoplie non conforme, fourniture et mise en place d'une panoplie 3700 th conforme à la norme EN 746.2, raccordement et adaptation de la tuyauterie gaz
 - le remplacement du coffret bruleur par un coffre gaz intégrant le contrôle d'étanchéité [...].
- par la transmission d'une fiche d'intervention datée du 03, 04, 05 et 22 juillet 2024, faisant référence au document CV240435 susmentionné et rappelant la réalisation des prestations indiquées dans ce document.

Lors de la visite au R0 du séchoir, l'exploitant a présenté la section de la canalisation de gaz naturel qui a fait l'objet d'un remplacement selon le document CV240435 susmentionné. L'inspection a pu constater que cette section présentée était plus récente que l'amont de la canalisation gaz plus ancienne et dont la peinture est écaillée d'apparence. L'inspection relève par ailleurs que cette section plus ancienne présente des signes de corrosion externe (notamment au niveau du raccord sur lequel est présent la vanne manuelle d'isolement).

Demande n°1 : l'exploitant prendra l'attache avec son prestataire afin de comprendre les causes des non conformités susmentionnées (panoplie gaz non conforme, absence de contrôleur d'étanchéité), émises dans son rapport du 15 et 16 juillet 2025. Aussi, avec l'appui de son prestataire si nécessaire, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les éléments expliquant ce que désignent exactement comme équipements les termes "système de fuite de gaz", "panoplie gaz" et "contrôleur d'étanchéité" ainsi que leurs fonctions. En cas d'erreur dans le rapport du prestataire, un rapport actualisé exempt des non conformités susmentionnées sera transmis à l'inspection avant fin janvier 2026. Le cas échéant l'inspection rappelle que la demande n°2 du rapport de visite d'inspection du 23 mai 2025 demande à l'exploitant de justifier de la levée de ces écarts avant le 1er septembre 2025. L'inspection reste donc dans l'attente d'un rapport exempt des 2 non conformités susmentionnées pour confirmer l'efficacité des actions correctives réalisées par l'exploitant.

Demande n°2 : l'exploitant transmettra à l'inspection avant fin janvier 2026 le dernier rapport d'examen de son réseau d'alimentation de GPL (propane) alimentant le séchoir (tuyauterie, vannes, raccords...), lui permettant de s'assurer de son bon état et de son étanchéité. Le cas échéant, un échéancier de mise en conformité du réseau susmentionné sera transmis à l'inspection dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : moyens fixes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les moyens de lutte contre l'incendie à disposition du personnel sont les suivants :

- des extincteurs portatifs régulièrement entretenus, répartis sur l'ensemble de l'établissement,
- une réserve incendie de 240 m³,
- un accès pompiers,
- deux colonnes sèches situées dans la tour de manutention du silo 2 et dans le séchoir.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Constats :

L'exploitant a justifié à l'inspection par courrier du 27 juin 2025 la réalisation d'un nettoyage autour de la bâche à eau et du poteau d'aspiration.

L'inspection considère que la demande N°4 du rapport de visite d'inspection du 23 mai 2025 est satisfaite.

Toutefois, le jour de la visite, l'inspection a relevé la reprise de la végétation aux abords de la bâche incendie de 120m³ et du point d'aspiration, sans compromettre leur intégrité ou l'accès aux moyens.

Commentaire n°1 : l'inspection recommande à l'exploitant d'entretenir de nouveau les abords de la bâche à incendie de 120m³ et de son point d'aspiration et de définir une périodicité d'entretien adaptée en vue notamment de permettre un accès aisé aux moyens susmentionnés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, entretien des installations

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 30 juillet 2025 un PV d'intervention du 07 juillet 2025 concernant la remise en état du joint du capot du dépoussiéreur FDI 80 poches.

L'inspection considère que la demande n°6 du rapport de la visite d'inspection du 23 mai 2025 est satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, entretien des installations

Prescription contrôlée :

La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :

l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé , en :

- procédant au nettoyage des parties accessibles dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté ;
- procédant au nettoyage des parties difficilement accessibles (poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases) avant le 31 août 2025 ;
- faisant respecter des procédures d'exploitation relatives au nettoyage avant le 31 août 2025.

Ces prescriptions seront réputées satisfaites si, lors d'un contrôle de l'inspection, l'exploitant est en mesure de présenter le registre de nettoyage, et si les constats de terrain confirment la bonne fréquence de ces nettoyages.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 22 septembre 2025 des photos justifiant le nettoyage des parties accessibles et celles difficilement accessibles de son installation accompagné d'un programme de nettoyage sur la période 2024-2025 et 2025-2026 arrêté sur septembre 2025 (en cohérence avec la date d'émission du courrier) visant à justifier du respect des procédures d'exploitation relatives au nettoyage.

Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter le registre de nettoyage afin de s'assurer que les dates de nettoyage programmées correspondent aux dates de nettoyage réalisées. L'exploitant a répondu à l'inspection que le document transmis par courrier du 22 septembre 2025 intitulé « programme de nettoyage » correspond à un enregistrement des nettoyages effectivement réalisés, complétés au fil de l'eau, ce qui explique pourquoi aucune date postérieure à septembre 2025 n'est inscrite dans ce document. Au vue de l'intitulé du document, l'inspection considère que l'objet du document peut prêter à confusion et constituer un « programme » en vue de planifier de nettoyages à venir et non un enregistrement.

Commentaire n°2 : il appartient à l'exploitant de lever les ambiguïtés entre planification et réalisation.

Lors de la visite, l'inspection a visité le silo 2 (silo vertical). L'inspection relève que malgré les nettoyages réguliers de l'installation réalisés par l'exploitant « a priori », selon son programme de nettoyage susmentionné, certaines parties de l'installation disposent d'un niveau d'empoussièrement qui demeure toujours insatisfaisant. En effet, l'inspection a pu relever durant cette visite que certaines parties dans le silo 2 difficiles d'accès présentent un niveau d'empoussièrement insatisfaisant : certaines tuyauteries et conduits, certaines parois intérieures du silo 2, certaines parties de l'installation électrique (boîtiers), moteurs et chemins de câble, les bords du convoyeur ainsi que certaines parties sous les convoyeurs (notamment aux abords des rouleaux), certaines poutres structurelles en fer.

L'exploitant a justifié auprès de l'inspection que les précédents nettoyages réalisés en vue du respect du présent point de contrôle ont été réalisés à l'aide de l'aspirateur centralisé et d'un balai télescopique. L'exploitant révélant par ailleurs le jour de la visite que les moyens dont il dispose ne lui permettent pas de procéder au nettoyage d'une bonne partie des constats susmentionnés.

Demande n°3: l'inspection des installations classées a constaté que la société LEPICARD Belmesnil a entrepris certaines opérations visant à améliorer la propreté de ses installations, mais que ces opérations demeurent insuffisantes au regard de la prescription contrôlée.

Ainsi, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juillet 2025 n'était encore pas respectée au 30 octobre 2025. L'inspection des installations classées propose donc à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral imposant notamment à la société LEPICARD Belmesnil :

- **une astreinte administrative d'un montant journalier de 500 € en vue du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juillet 2025 ;**
- **dans cette perspective, l'inspection des installations classées demande à la société LEPICARD Belmesnil de :**
- **procéder au dépoussiérage des parties difficilement accessibles (poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles équipements électriques et moteurs, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases, les bords du convoyeur (notamment aux abords des rouleaux situés sous le tapis) ;**
- **lui transmettre les justifications pertinentes permettant de mettre en exergue les actions réalisées en vue de répondre à la demande de l'alinéa précédent ;**
- **définir et transmettre à l'inspection une périodicité adaptée de contrôle d'empoussièrément et de nettoyage des parois de son installation (y compris les surfaces intérieures du toiture), des structures porteuses situées en hauteur dans des zones d'accès difficiles ainsi que des équipements et chemins de câbles, du convoyeur en vue de répondre à la prescription contrôlée en toutes circonstances. Une fréquence différenciée tenant compte de la complexité de l'intervention peut-être envisagée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : moyens fixes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Cuve de propane

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois, les mesures suivantes devront être mises en place :
[...] la cuve sera protégée par un système d'arrosage fixe raccordé.

Constats :

L'inspection a pu constater le jour de la visite que la couronne d'arrosage de la cuve de propane n'est pas raccordée à la bache de 175m3. La cuve de propane n'est toujours pas protégée par ce système d'extinction fixe, ce qui constitue toujours une non conformité. Selon l'exploitant, la mise en place d'un surpresseur est nécessaire entre les moyens en eau disponibles de la bache et la couronne d'arrosage. Selon l'exploitant, celui-ci est en attente de la venue de son prestataire pour mettre en conformité son installation, tel qu'attendu par le présent point de contrôle. Le jour de la visite, le manomètre de la cuve de propane indiquait un niveau de remplissage à 50%. L'exploitant a indiqué que le séchoir n'était toujours pas exploité depuis la précédente visite d'inspection du 23 mai 2025 et du rapport qui en découle.

Commentaire n°3 : Considérant que les installations de séchage ne sont pas utilisées pour le moment, l'inspection ne propose pas de mise en demeure.

Demande n°4 : l'exploitant justifiera à l'inspection de la remise en conformité de son installation de défense incendie (raccordement de la couronne d'arrosage à la bache incendie d'une capacité de 175m3) avant fin janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois